



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

# Réforme agraire et mercantilisation de la terre : le cas du Venezuela (1936-82)

M Olivier Delahaye

## Abstract

Agrarian reform and land merchandization in Venezuela (1936-1982) - The agrarian reform in Venezuela can not be explained by its poor results concerning land distribution but by its essential role in the constitution of a national land market and particularly in the land merchandisation.

## Résumé

La réforme agraire au Venezuela ne s'explique pas par ses maigres résultats en matière de redistribution de la tenure, mais par son rôle essentiel dans la constitution du marché foncier national et la mercantilisation de la terre.

## Citer ce document / Cite this document :

Delahaye Olivier. Réforme agraire et mercantilisation de la terre : le cas du Venezuela (1936-82). In: Économie rurale. N°162, 1984. p. 17;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1984.3065>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1984\\_num\\_162\\_1\\_3065](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1984_num_162_1_3065)

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## RÉFORME AGRAIRE ET MERCANTILISATION DE LA TERRE : LE CAS DU VÉNÉZUELA (1936-82)

DELAHAYE Olivier

**Mots-clés :** Marché foncier, mercantilisation, Venezuela.

Apartado 5081 El Limon Aragua, 2105 Venezuela.

**Résumé :** La réforme agraire au Venezuela ne s'explique pas par ses maigres résultats en matière de redistribution de la tenure, mais par son rôle essentiel dans la constitution du marché foncier national et la mercantilisation de la terre.

### AGRARIAN REFORM AND LAND MERCHANDIZATION IN VENEZUELA (1936-1982)

**Summary :** The agrarian reform in Venezuela can not be explained by its poor results concerning land distribution but by its essential role in the constitution of a national land market and particularly in the land merchandisation.

#### Les blocages de la Réforme Agraire au Venezuela : une tentative d'explication

Après une première phase prometteuse, la réforme agraire vénézuélienne semble stagner : le chiffre de 120 000 paysans dotés, atteint en 1975, reste pratiquement constant. On est loin des 350 000 bénéficiaires possibles estimés au début du processus. D'autre part, la réforme agraire reste marginale du point de vue de la surface concernée, de la production, de l'organisation paysanne, etc. La structure de tenure n'est pas modifiée. En somme, les objectifs initiaux n'ont pas été remplis.

Cependant, le gouvernement vénézuélien continue à affecter annuellement des sommes importantes aux programmes de réforme agraire. On peut donc se demander quelle est la signification réelle de la réforme agraire. Sans prétendre donner une explication complète, on peut proposer une hypothèse : la réforme n'a pas modifié la structure foncière, mais elle joue un rôle de plus en plus important dans la constitution d'un marché foncier national et en particulier dans la transformation de la terre agricole en marchandise, c'est-à-dire sa mercantilisation.

Les éléments de l'analyse sont les caractéristiques nécessaires pour donner à la terre échangée sur le marché, un statut de marchandise : ses limites et sa surface doivent être fixées avec précision ; sa propriété doit être fondée sans ambiguïté ; son prix doit être déterminé en fonction de critères objectifs ; enfin, sa vente et son achat doivent se produire dans des conditions légales.

La période d'analyse choisie est 1936-1982. 1936 correspond aux premières mesures gouvernementales directes d'orientation de la constitution de la propriété foncière, en particulier de la mercantilisation de la terre ; c'est l'année de la promulgation de la loi qui établit le premier cadastre rural.

#### La politique gouvernementale de mercantilisation de la terre au Venezuela en 1936-1982

La terre agricole en 1936 ne présente pas les caractéristiques d'une marchandise : elle n'est ni délimitée ni mesurée, sa propriété est souvent mal définie :

- les déclarations d'intention relatives à la nécessité de préciser les limites surface et propriété de la terre échangée sont constantes tout au long de la période examinée ;
- les résultats concrets des mesures gouvernementales visant la mercantilisation sont cependant très réduits ;
- cependant, l'occupation et la mise en culture par des producteurs modernes, de terres publiques (généralement affectées à la réforme agraire) dans des conditions illégales, sont en général régularisées *a posteriori*, ce qui favorise les secteurs sociaux en mesure d'investir et de faire respecter leurs « droits » sur la terre occupée (pyens et grands exploitants d'origine souvent urbaine ou étrangère). Le marché illégal des terres occupées est très développé, mais il échappe, bien sûr, à une évaluation rigoureuse (nous estimons que 5 % du total des terres attribuées par la réforme agraire depuis ses débuts sont échangés chaque année) ;
- dans cette action ambiguë et contradictoire de l'Etat vis-à-vis de la mercantilisation de la terre, la réforme agraire paraît jouer un rôle toujours plus important : l'achat des terres latifundistes (ou l'affectation de terres publiques), leur parcellisation et leur dotation à des paysans qui la revendent ensuite malgré l'interdiction légale, permettent le développement d'échanges « clandestins », mais actifs et massifs. La création d'un marché national de la terre, parallèle à la hausse de son prix, est rendue nécessaire du fait de l'épuisement de la possibilité d'occupation des terres vierges publiques. On peut penser que la réforme agraire est devenue dans les faits le programme gouvernemental le plus important pour orienter la mercantilisation de la terre devenue urgente. Les paysans n'y jouent plus qu'un rôle épisodique.